

Soudan du Sud/Conflit Riek Machar de retour à Juba

AFP

Juba/Soudan du Sud

L'ex-chef rebelle a, dans la foulée, prêté serment comme vice-président, appelant à l'unité et à la réconciliation.

APRÈS plusieurs jours d'atermoiements, le chef rebelle sud-soudanais Riek Machar est enfin arrivé hier à Juba, où il a immédiatement prêté serment comme vice-président, et appelé à "l'unité" et à la "réconciliation" pour mettre fin à plus de deux ans de guerre civile.

"Nous devons rassembler notre peuple pour qu'il puisse s'unir et guérir de ses blessures", a d'abord déclaré M. Machar à la presse à l'aéroport de Juba. Vêtu d'une chemise colorée, il a été accueilli par des ministres et des diplomates à sa descente d'avion.

Il est parti dans la foulée au palais présidentiel pour prêter serment, devant de hauts responsables de l'Union africaine (UA) et l'ancien chef d'Etat botswanais Festus Mogae, qui préside la Commission de surveillance et d'évaluation (JMEC) de l'accord de paix signé le 26 août 2015.

"Je suis pleinement engagé dans la mise en œuvre de cet accord, afin que le processus de réconciliation et de guérison commence aussi vite que possible, pour que les gens puissent avoir foi dans le pays pour lequel ils se sont battus pendant si longtemps", a-t-il déclaré en prêtant serment.

Plus jeune pays au monde, le Soudan du Sud a proclamé son indépendance en juillet 2011, sur les ruines de décennies de conflit avec le pouvoir central soudanais de Khartoum.

Riek Machar avait déjà occupé le poste de vice-président entre juillet 2011 et juillet 2013, quand il avait été démis de ses fonctions par le président Salva Kiir. Il n'avait plus remis les pieds dans la capitale depuis le début du conflit en décembre 2013,

UN RETOUR QUI NE REGLE PAS TOUT • "Je suis très heureux d'accueillir et recevoir mon frère Riek Machar (...) et je n'ai aucun doute que son retour à Juba marquera la fin de la guerre", a déclaré le président Kiir, en appelant les Sud-Soudanais à œuvrer à la paix et s'excusant auprès de la communauté internationale pour les retards pris par le processus de paix.



Photo : AFP

L'ex-chef rebelle Riek Machar à son retour hier à Juba : "Nous devons rassembler notre peuple pour qu'il puisse s'unir et guérir de ses blessures."

M. Machar était initialement attendu le 18 avril à Juba, où il doit maintenant former un gouvernement de transition avec M. Kiir, conformément à l'accord de paix.

Mais son retour a été chaque jour repoussé, au grand dam des partenaires internationaux, la rébellion et le gouvernement ne parvenant pas à s'accorder sur des détails comme la quantité d'armes que la garde rapprochée de M. Machar pouvait emporter avec elle dans la capitale.

Le Soudan du Sud a plongé dans la guerre civile en décembre 2013 quand des combats ont éclaté au sein de l'armée nationale, minée par des dissensions politico-ethniques alimentées par la rivalité entre MM. Kiir et Machar.

Le conflit, notamment marqué par des massacres à caractère ethnique, des viols et des tortures, a fait des dizaines de milliers de morts (le bilan exact reste inconnu) et plus de 2,3 millions de déplacés.

Même si le retour de M. Machar à Juba est considéré comme une condition sine qua non à la mise en œuvre de l'accord de paix, il est loin de tout régler. Le feuilleton des derniers jours montre à quel point la défiance est grande entre les deux camps.

DES DEFIS IMMENSES • M. Kiir s'est voulu optimiste lors de la prestation de serment. "Notre peuple est fatigué de la guerre et nous avons besoin de la paix maintenant", a-t-il affirmé. "Le chemin devant nous continuera à présenter des

défis, mais nous sommes déterminés à aller de l'avant", a-t-il assuré. Son ministre des Finances David Deng Athorbei a acquiescé en disant voir dans le retour de M. Machar "le dernier clou dans le cercueil de la guerre".

A New York, Hervé Ladsous, patron des opérations de maintien de la paix de l'Onu, a espéré que ce retour permette d'ouvrir "un chapitre nouveau pour le pays" et de "commencer véritablement la transition".

Mais les défis qui attendent MM. Kiir et Machar sont immenses. Ils devront laisser de côté leur ressentiment l'un pour l'autre, et prouver qu'ils peuvent maîtriser complètement les éléments les plus radicaux au sein de leurs camps respectifs.

Malgré la signature de l'accord de paix, les affrontements n'ont jamais cessé. Les combats opposent aussi de nombreux groupes armés aux intérêts souvent locaux et qui ne s'estiment pas soumis aux accord écrits.

Le moindre incident pourrait enflammer Juba, où 1 370 rebelles armés font face aux 3 420 hommes du gouvernement, selon les termes de l'accord de paix.

L'Afrique en bref

• **Afrique du Sud/Politique. L'ANC porte plainte contre Julius Malema**

Le Congrès national africain (ANC), le parti sud-africain au pouvoir, a porté plainte pour trahison contre le chef du parti d'opposition des Combattants pour la liberté économique (EFF), Julius Malema, après qu'il eut menacé de renverser le gouvernement.

• **Cameroun/Corruption. Prison à vie contre l'expatré de la défunte Camair**

Un ancien patron de la défunte compagnie aérienne camerounaise Camair, Yves Michel Fotso, a été condamné à la prison à perpétuité pour le détournement de près de 50 millions d'euros (32,7 milliards de francs).

• **Nigeria/Violences. Sept morts dans l'Etat d'Enugu**

Des hommes armés soupçonnés d'être des éleveurs peuls ont attaqué lundi matin un village d'agriculteurs et tué au moins sept personnes dans l'Etat d'Enugu, dans le sud-est du Nigeria, sur fond de rivalité pour des droits de pâturage.

• **Tchad/Politique. Les opposants dénoncent des "intimidations"**

Plusieurs leaders de l'opposition tchadienne ont dénoncé lundi des "intimidations" de la part du régime du chef de l'Etat Idriss Deby Itno, au pouvoir depuis 26 ans et réélu sans surprise pour un cinquième mandat, après une présidentielle contestée le 10 avril.

A travers le monde

• **Belgique/Attentats. Le rapport qui accuse**

La "police des polices" belge a pointé des failles dans la surveillance des frères Salah et Brahim Abdeslam, deux des auteurs des attentats de novembre à Paris, selon des extraits d'un rapport confidentiel publiés hier dans la presse belge.

• **Syrie/Conflit. Au moins 19 morts à Alep**

Au moins 19 personnes ont péri hier lors de raids contre les zones rebelles d'Alep et d'une autre ville de la province éponyme, dans le nord de la Syrie, ont indiqué des secouristes.

• **Ukraine/Nucléaire. Tchernobyl, 30 ans après**



L'Ukraine a marqué hier le 30e anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, pire accident nucléaire de l'histoire, ayant fait, selon certaines estimations, des milliers de morts et contaminé jusqu'aux trois quarts de l'Europe.

France/A un an de la présidentielle

Les proches du président bataillent pour "sauver le candidat Hollande"

AFP

Paris/France

Cette opération de reconquête a cependant suscité scepticisme et, même, raillerie.

A un an d'une élection présidentielle qui s'annonce périlleuse pour la gauche, plombée par l'impopularité de François Hollande, les soutiens du président socialiste lancent une contre-offensive pour van-

ter son bilan et tenter de remobiliser leur camp derrière sa candidature.

Une partie de la gauche le voue aux gémonies, son ministre le plus populaire, Emmanuel Macron, affiche ses ambitions, il est au tréfonds des sondages, mais les proches du président français croient toujours en ses chances de réélection en 2017.

"Je ne connais personne à gauche qui soit capable comme François Hollande (...) de rassembler la gauche", a lancé hier Michel Sapin, ministre des Fi-

nances et vieux compagnon de route du chef de l'Etat.

Une mission ardue, tant la gauche française - de sa franche radicale aux socialistes en passant par les écologistes - apparaît divisée, et le président affaibli. Au cri de "Hé oh la gauche !", cinq ministres ont donc lancé une opération de reconquête, en tenant lundi soir à Paris une réunion publique aux allures de meeting de campagne. "Le moment est venu de nous réveiller", a expliqué Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture et porte-parole du gouvernement.

"On est là pour se mobiliser, on est là aussi pour défendre ce que nous avons fait", a souligné devant quelque 600 élus et militants tout acquis à sa cause M. Le Foll, qui fut le directeur de campagne de François Hollande en 2012.

Absent remarqué, le Premier ministre Manuel Valls a assuré qu'il encourageait "les initiatives comme celle" de lundi. "Moi aussi, j'aurai l'occasion (...) pas seulement de défendre le bilan, mais d'indiquer le chemin nécessaire pour la France", a-t-il ajouté.

"SOS TITANIC" • Malgré une croissance en petite hausse (1,2%) et une timide reprise des créations d'emplois en 2015, François Hollande peine à convaincre que la France "va mieux".

Avec 17% seulement d'opinions favorables, le président bat des records d'impopularité, souffrant notamment d'un taux de chômage monté à 10%. Il s'est d'ailleurs engagé à ne pas se représenter si ce chiffre ne reculait pas, promettant une décision à la fin de l'année 2016.

Les critiques les plus féroces contre le président socialiste ne viennent plus de l'opposition de droite mais de son propre camp, où des frondeurs rejettent sa politique économique jugée trop libérale. Deux récentes polémiques - l'une sur un projet de déchéance de nationalité pour les bi-nationaux coupables d'actes terroristes (finalement abandonné), la seconde autour d'une réforme du droit du travail - ont achevé de creuser des failles profondes au sein de son électorat.

Déchirée, la gauche se voit menacée d'un "nouveau 21 avril", un scénario cauchemard déjà vécu en 2002 : disparaître dès le premier tour au profit de l'extrême droite, dont la dirigeante Marine Le Pen est donnée qualifiée pour le duel final l'an prochain.

Cet état de déliquescence suscite des ambitions. L'iconoclaste Emmanuel Macron, jeune et populaire ministre de l'Economie, a lancé début avril un mouvement politique "ni de

droite ni de gauche" baptisé "En Marche !" et a multiplié les sorties médiatiques dans la foulée.

Il a toutefois réaffirmé sa "loyauté personnelle envers François Hollande", et était l'un des rares membres du gouvernement convié le 2 avril pour une discrète réunion au palais de l'Élysée, destinée à préparer le scrutin de 2017.

Un nouveau meeting "Hé oh la gauche" est prévu à Lille (nord) le 17 mai, même si le slogan a suscité des railleries.

"Cette opération sonne comme un SOS Titanic", a ironisé le chef de file des députés du parti de droite Les Républicains, Christian Jacob.

Scepticisme aussi du côté des frondeurs du parti socialiste, absents de la réunion de lundi. "Si on veut réveiller la démocratie, si on veut redonner la parole aux Français (...) ça n'est pas en se réunissant entre soi (...) c'est peut-être en organisant des primaires ouvertes de toute la gauche", a commenté l'un de leurs représentants Christian Paul.

L'idée d'une primaire "des gauches et des écologistes" a été lancée en février par un collectif d'intellectuels et de responsables politiques. Mais rien ne dit si le président Hollande accepterait d'y participer, s'il était candidat.

C'est arrivé...

Des supporters mettent leurs "chèvres" aux enchères

LE mercato est ouvert à l'Olympique de Marseille ! Il ne s'agit pas cette fois des joueurs, mais de pancartes les représentant en chèvres, mises en vente depuis dimanche sur le site d'enchères eBay par le groupe de supporters des South Winners.

La meilleure offre concernait lundi en début d'après-midi la "chèvre olympienne N.4", celle fumant la chicha, avec 112 euros (73 360 francs, 32 enchères).

Les images du défilé des chèvres au son du générique de Benny Hill, lors du match de Championnat de France contre Bordeaux (0-0) le 10 avril, avait fait le tour d'Europe des forums de supporters. Les pancartes brocardaient les joueurs de l'OM, piteux 16e de Ligue 1, qui n'ont plus gagné à domicile en Championnat depuis le 13 septembre.

Les South Winners ont assuré que "le produit de la vente sera intégralement reversé à l'éleveur et à ses chèvres", faisant allusion à un éleveur caprin qui s'était offusqué, ironiquement, de leur initiative sur le site Internet de la coordination rurale de la région Provence Alpes Côte d'Azur. "Les chèvres de notre région ne méritent pas une telle comparaison", avait-il écrit.

... à Marseille (France)